INITIALES DU MAIRE

425

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE SAINT-CONSTANT
LE MARDI 15 SEPTEMBRE 2026

Séance ordinaire des membres du Conseil de la Ville de Saint-Constant tenue au Pavillon de la biodiversité, le mardi 15 septembre 2026 à 19h30, à laquelle sont présents, monsieur le maire Jean-Claude Boyer, mesdames et messieurs les conseillers Sylvain Brossard, Robert Dupuis, Gilles Lapierre, Chantale Boudrias, Sylvain Cazes, Johanne Di Cesare, Mario Perron et Natalia Zuluaga Puyana.

Tous formant quorum sous la présidence de monsieur le maire Jean-Claude Boyer.

Madame Nancy Trottier, directrice générale et Me Sophie Laflamme, greffière sont présentes.

La séance a pour but :

1- Adoption de l'ordre du jour;

2- Informations aux citoyens et résumé des résolutions adoptées lors de séances extraordinaires;

3- Approbation des procès-verbaux;

4- Entérinement – Registre des chèques;

5- Avis de motion de règlements et dépôt de projet de règlement :

   a) Avis de motion et dépôt du projet de règlement numéro 1010-03-26 modifiant le règlement numéro 1010-01 concernant les nuisances, la paix et le bon ordre, afin de modifier l'heure de début des travaux autorisée en bordure de la Route 132;

   b) Avis de motion du règlement numéro 1939-26 modifiant le règlement de zonage numéro 1528-17, afin de permettre des serres domestiques en forme de dôme;

6- Adoption et dépôt de projet de règlement :

   a) Adoption et dépôt du projet de règlement numéro 1939-26 modifiant le règlement de zonage numéro 1528-17, afin de permettre des serres domestiques en forme de dôme;

7- Adoption de règlements :

   a) Adoption du règlement numéro 1937-26 modifiant le règlement numéro 1669-20 en matière de contrôle et de suivi budgétaires et remplaçant le règlement numéro 1243-07, afin d'augmenter le montant des virements budgétaires pouvant être autorisés par le trésorier;

INITIALES DU MAIRE
426
INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

b) Adoption du règlement numéro 1938-26 modifiant le règlement numéro 1789-22 sur les permis et certificats de la Ville de Saint-Constant, afin de permettre la délivrance d'un permis de construction partiel pour un bâtiment;

8- Contrats et ententes :

a) Autorisation de signatures – Entente entre la Ville de Saint-Constant et 1160757945 Québec Inc. (Club de soccer du Roussillon) – Location de locaux et de terrains pour la tenue d'un camp de jour spécialisé de soccer;

b) Autorisation de signatures – Intervention - Acte de servitude de passage et de stationnement - 40 et 40A, rue Lanctôt (lots 6 652 993 et 6 552 994 du cadastre du Québec);

c) Autorisation de signatures – Levée d'une servitude de non-accès - Lot 6 343 654 du cadastre du Québec – Montée Saint-Régis;

d) Mandat à la Ville de Châteauguay – Achat regroupé de produits d'égout et d'aqueduc;

e) Attribution de contrat – Acquisition de bancs pour les vestiaires du Complexe aquatique;

f) Attribution de contrat – Acquisition de lampadaires de rue;

g) Attribution de contrat – Renouvellement de l'entretien du logiciel de détection avec identification par radiofréquence (RFID) pour la protection et la gestion des collections documentaires;

h) Attribution de contrat – Services professionnels – Accompagnement pour l'élaboration d'un PGA-EAU et d'un plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et de chaussées – 2024GE48-CGG;

i) Entérinement de contrat et autorisation de paiement – Réparation pour le Complexe aquatique de Saint-Constant;

j) Autorisation de dépenses au règlement numéro 1813-23 – Mur de soutènement pour le passage piétonnier des rues Livernois et Laverdure;

k) Modification de contrat – Reconstruction de la rue Marotte et du rond-point de la rue Morin – 2024GE31-AOP;

9- Soumissions :

a) Soumissions – Travaux d'entretien, d'inspection et de réparation des génératrices – 2023TP25-AOP – Renouvellement;

b) Soumissions – Travaux d'amélioration du parc canin – 2025GE23-AOP;

INITIALES DU MAIRE

427

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

10- Mandat;

11- Dossier juridique;

12- Ressources humaines;

13- Gestion interne :

a) Nomination du maire suppléant;

b) Autorisation pour la disposition de biens municipaux et l'acceptation des offres reçues;

c) Autorisation – Transfert budgétaire – Règlement numéro 1840-23;

d) Autorisations de dépenses;

e) Vente pour défaut de paiement de taxes;

14- Gestion externe :

a) Proclamation de la semaine de la sécurité ferroviaire;

b) Aides financières – Comité d'organisation de l'Exposition de vieilles voitures de St-Constant et Fondation Les Bons Amis;

c) Autorisation – Zoo de Granby - Dépôt et réalisation d'un projet dans le cadre du fonds des municipalités pour la biodiversité;

15- Demandes de la Ville :

a) Demande d'aide financière – Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) – Volet redressement-sécurisation;

b) Demande d'aide financière – Programme Aide aux immobilisations (PAI) – Sous-volet 2.1;

16- Recommandations de la Ville :

a) Position de la Ville – Demande à la Commission de protection du territoire agricole du Québec – Aliénation à une fin autre que l'agriculture – Domaine San Giacomo;

b) Dénonciation du financement du transport collectif métropolitain, de la répartition de la facture de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et demande d'engagement des gouvernements du Québec et du Canada;

c) Refus d'adhérer à la nouvelle formule de partage des contributions au transport collectif pour la Couronne-Sud;

17- Dépôt de documents;

18- Demandes de dérogation mineure :

a) Demande de dérogation mineure numéro 2025-00021 – 8, rue Mondat;

INITIALES DU MAIRE

428

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

b) Demande de dérogation mineure numéro 2026-00051 – 16, rue Sainte-Marie;

c) Demande de dérogation mineure numéro 2026-00053 – 23, montée Saint-Régis;

d) Demande de dérogation mineure numéro 2026-00063 – 564, rang Saint-Régis Sud;

19- Demandes de plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) :

a) Demande de PIIA numéro 2025-00022 – 8, rue Mondat;

b) Demande de PIIA numéro 2026-00045 - 210, rue Sainte-Catherine, local 103;

c) Demande de PIIA numéro 2026-00047 – 168-170, rue Saint-Pierre;

d) Demande de PIIA numéro 2026-00052 – 23, montée Saint-Régis;

e) Demande de PIIA numéro 2026-00056 – 520, voie de desserte, Route 132;

20- Demande d'usage conditionnel;

21- Demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI);

22- Période de questions;

23- Levée de la séance.

474-09-26

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est PROPOSÉ par monsieur Sylvain Cazes ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

Que l'on accepte l'ordre du jour en y apportant les modifications suivantes :

- en retirant le point suivant :

18-b) Demande de dérogation mineure numéro 2026-00051 – 16, rue Sainte-Marie;

- en ajoutant le point suivant :

12-a) Probation au poste de directrice du Service des ressources humaines;

INITIALES DU MAIRE

429

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

INFORMATIONS AUX CITOYENS ET RÉSUMÉ DES RÉSOLUTIONS ADOPTÉES LORS DE SÉANCES EXTRAORDINAIRES

La greffière résume les résolutions adoptées lors des séances extraordinaires du 27 août 2026 et du 4 septembre 2026.

475-09-26

APPROBATION DES PROCÈS-VERBAUX

CONSIDÉRANT que copie des procès-verbaux a été remise à chaque membre du Conseil au plus tard la veille de la présente séance;

Il est PROPOSÉ par madame Natalia Zuluaga Puyana ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

Que l'on s'abstienne de lire les procès-verbaux du 18 août 2026, du 27 août 2026 et du 4 septembre 2026.

Que ces procès-verbaux soient approuvés, tels que présentés.

476-09-26

ENTÉRINEMENT – REGISTRE DES CHÈQUES

Il est PROPOSÉ par madame Chantale Boudrias ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'entériner le registre des chèques du mois d'août 2026 se chiffrant à 3 424 437,29 $, tel que présenté dans la liste produite par le Service des finances le 31 août 2026.

AVIS DE MOTION DE RÈGLEMENTS ET DÉPÔT DE PROJET DE RÈGLEMENT :

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 1010-03-26 MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 1010-01 CONCERNANT LES NUISANCES, LA PAIX ET LE BON ORDRE, AFIN DE MODIFIER L'HEURE DE DÉBUT DES TRAVAUX AUTORISÉE EN BORDURE DE LA ROUTE 132

Avis de motion est donné par madame Natalia Zuluaga Puyana, qu'à une prochaine séance de ce Conseil, il sera présenté pour adoption un règlement numéro 1010-03-26 modifiant le règlement numéro 1010-01 concernant les nuisances, la paix et le bon ordre, afin de modifier l'heure de début des travaux autorisée en bordure de la Route 132.

INITIALES DU MAIRE

430

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

Madame Natalia Zuluaga Puyana dépose devant le Conseil le projet de règlement numéro 1010-03-26 modifiant le règlement numéro 1010-01 concernant les nuisances, la paix et le bon ordre, afin de modifier l'heure de début des travaux autorisée en bordure de la Route 132.

AVIS DE MOTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 1939-26 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1528-17, AFIN DE PERMETTRE DES SERRES DOMESTIQUES EN FORME DE DÔME

Avis de motion est donné par monsieur Robert Dupuis, qu'à une prochaine séance de ce Conseil, il sera présenté pour adoption un règlement numéro 1939-26 modifiant le règlement de zonage numéro 1528-17, afin de permettre des serres domestiques en forme de dôme.

ADOPTION ET DÉPÔT DE PROJET DE RÈGLEMENT :

477-09-26

ADOPTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 1939-26 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1528-17, AFIN DE PERMETTRE DES SERRES DOMESTIQUES EN FORME DE DÔME

Il est PROPOSÉ par monsieur Robert Dupuis ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

De déposer et d'adopter le projet de règlement numéro 1939-26 modifiant le règlement de zonage numéro 1528-17, afin de permettre des serres domestiques en forme de dôme.

De fixer l'assemblée publique de consultation sur ce projet de règlement au 6 octobre 2026 à 18h00 au Pavillon de la biodiversité de Saint-Constant au 66, rue du Maçon.

ADOPTION DE RÈGLEMENTS :

478-09-26

ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 1937-26 MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 1669-20 EN MATIÈRE DE CONTRÔLE ET DE SUIVI BUDGÉTAIRES ET REMPLAÇANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 1243-07, AFIN D'AUGMENTER LE MONTANT DES VIREMENTS BUDGÉTAIRES POUVANT ÊTRE AUTORISÉS PAR LE TRÉSORIER

CONSIDÉRANT que lors de la séance du Conseil tenue le 18 août 2026, avis de motion du présent règlement a été donné;

CONSIDÉRANT que lors de la séance du Conseil tenue le 18 août 2026, dépôt du projet de règlement a été effectué par un membre du Conseil;

INITIALES DU MAIRE

431

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

CONSIDÉRANT que l'objet du présent règlement a été mentionné à haute voix par la greffière et qu'aucun changement n'a été apporté entre le projet déposé et le règlement soumis pour adoption;

Il est PROPOSÉ par monsieur Robert Dupuis ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'adopter le règlement numéro 1937-26 modifiant le règlement numéro 1669-20 en matière de contrôle et de suivi budgétaires et remplaçant le règlement numéro 1243-07, afin d'augmenter le montant des virements budgétaires pouvant être autorisés par le trésorier, tel que soumis à la présente séance.

479-09-26

ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 1938-26 MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 1789-22 SUR LES PERMIS ET CERTIFICATS DE LA VILLE DE SAINT-CONSTANT, AFIN DE PERMETTRE LA DÉLIVRANCE D'UN PERMIS DE CONSTRUCTION PARTIEL POUR UN BÂTIMENT

CONSIDÉRANT que lors de la séance du Conseil tenue le 27 août 2026, avis de motion du présent règlement a été donné;

CONSIDÉRANT que lors de la séance du Conseil tenue le 27 août 2026, dépôt du projet de règlement a été effectué par un membre du Conseil;

CONSIDÉRANT que l'objet du présent règlement a été mentionné à haute voix par la greffière et qu'aucun changement n'a été apporté entre le projet déposé et le règlement soumis pour adoption;

Il est PROPOSÉ par monsieur Mario Perron ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'adopter le règlement numéro 1938-26 modifiant le règlement numéro 1789-22 sur les permis et certificats de la Ville de Saint-Constant, afin de permettre la délivrance d'un permis de construction partiel pour un bâtiment, tel que soumis à la présente séance.

INITIALES DU MAIRE

432

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

CONTRATS ET ENTENTES :

480-09-26

AUTORISATION DE SIGNATURES – ENTENTE ENTRE LA VILLE DE SAINT-CONSTANT ET 1160757945 QUÉBEC INC. (CLUB DE SOCCER DU ROUSSILLON) – LOCATION DE LOCAUX ET DE TERRAINS POUR LA TENUE D'UN CAMP DE JOUR SPÉCIALISÉ DE SOCCER

Il est PROPOSÉ par madame Johanne Di Cesare ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'entériner le contenu de l'entente de location pour un usage commercial de locaux et de terrains de la Ville pour la tenue d'un camp spécialisé entre la Ville de Saint-Constant et 1160757945 Québec Inc. (Club de soccer du Roussillon), tel que soumis à la présente séance et d'autoriser le maire ou le maire suppléant et la greffière ou la greffière adjointe à signer, pour et au nom de la Ville, ladite entente ainsi que tout document jugé utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

Cette entente a notamment pour objet la location des espaces d'une dimension de 1 820 pieds carrés au Pavillon jeunesse, situé au 164, boulevard Monchamp à 1160757945 Québec Inc. (Club de soccer du Roussillon), pour la tenue d'un camp de perfectionnement de soccer du 24 août au 28 août 2026, pour un montant total de 1 435,05 $, taxes incluses.

481-09-26

AUTORISATION DE SIGNATURES – INTERVENTION - ACTE DE SERVITUDE DE PASSAGE ET DE STATIONNEMENT - 40 ET 40A, RUE LANCTÔT (LOTS 6 652 993 ET 6 552 994 DU CADASTRE DU QUÉBEC)

Il est PROPOSÉ par monsieur Sylvain Cazes ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'intervenir à l'acte de servitude réciproque de passage et de stationnement sur et au bénéfice des lots 6 652 993 et 6 552 994 du cadastre du Québec, considérés à la fois comme fonds servant et fonds dominant, tel que soumis à la présente séance.

D'autoriser, le maire ou le maire suppléant et la greffière ou la greffière adjointe à signer, pour et au nom de la Ville, à titre d'intervenante, ledit acte de servitude de passage et de stationnement ainsi que tout document jugé utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

INITIALES DU MAIRE

433

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

482-09-26

AUTORISATION DE SIGNATURES – LEVÉE D'UNE SERVITUDE DE NON-ACCÈS - LOT 6 343 654 DU CADASTRE DU QUÉBEC – MONTÉE SAINT-RÉGIS

CONSIDÉRANT qu'une servitude de non-accès en faveur du ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) affecte le lot 6 343 654 du cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT qu'un projet de construction devrait débuter prochainement sur ledit lot;

CONSIDÉRANT que le MTMD conclut que cette servitude n'est plus requise pour leurs besoins;

CONSIDÉRANT qu'une partie de la servitude est située en bordure d'une voie sous gestion municipale, le MTMD souhaite obtenir le consentement de la Ville préalablement à sa levée;

CONSIDÉRANT que la Ville est en accord avec la levée de cette servitude;

Il est PROPOSÉ par monsieur Robert Dupuis ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

Que la Ville autorise la levée de la servitude de non-accès publiée contre le lot 6 343 654 du cadastre du Québec en bordure de la montée Saint-Régis.

D'autoriser le maire ou le maire suppléant et la greffière ou la greffière adjointe, à signer pour et au nom de la Ville, tout document jugé utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

483-09-26

MANDAT À LA VILLE DE CHÂTEAUGUAY – ACHAT REGROUPÉ DE PRODUITS D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC

CONSIDÉRANT que la Ville de Saint-Constant a reçu une proposition de la Ville de Châteauguay de préparer, en son nom et au nom de plusieurs autres municipalités intéressées, un document d'appel d'offres pour un achat regroupé de produits d'égout et d'aqueduc;

CONSIDÉRANT que la *Loi sur les contrats des organismes municipaux* (RLRQ, c. C-65.01) permet à un organisme municipal de confier à un autre organisme municipal un mandat pour procéder, en son nom, à l'attribution d'un contrat;

CONSIDÉRANT que ce mandat peut notamment porter sur la préparation des documents d'appel d'offres, la conduite du processus d'adjudication et l'attribution du contrat;

CONSIDÉRANT que les contrats ainsi attribués doivent respecter les règles applicables prévues à cette loi ainsi que le règlement de gestion contractuelle de l'organisme mandataire;

INITIALES DU MAIRE

434

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

CONSIDÉRANT que la Ville de Châteauguay souhaite procéder à un appel d'offres dans le cadre d'un regroupement d'achats visant l'acquisition de produits d'égout et d'aqueduc pour elle-même et pour d'autres municipalités participantes;

CONSIDÉRANT que chaque municipalité participante demeure responsable de l'exécution et du respect des obligations découlant du contrat conclu à la suite de ce processus;

CONSIDÉRANT que la Ville de Saint-Constant désire participer à cet achat regroupé pour se procurer des produits d'égout et d'aqueduc avec livraison dans les quantités nécessaires pour ses activités et selon les règles établies au document d'appel d'offres préparé par la Ville de Châteauguay pour les cinq (5) prochaines années;

Il est PROPOSÉ par monsieur Gilles Lapierre ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

Que la Ville de Saint-Constant confirme, comme les lois le permettent, son adhésion au regroupement d'achats géré par la Ville de Châteauguay pour l'acquisition de produits d'égout et d'aqueduc pour cinq (5) ans, représentant le terme des contrats relatifs à la période 2027-2032;

Que pour se retirer de ce regroupement d'achats, la Ville devra faire parvenir à la Ville de Châteauguay une résolution de son Conseil à cet effet, et ce, au moins trente (30) jours avant la date de fin de la période annuelle de contrat directement précédant la période annuelle de contrat en cours.

Que la Ville de Saint-Constant confie, à la Ville de Châteauguay, le mandat de préparer, en son nom et celui des autres municipalités intéressées, un document d'appel pour adjuger un contrat d'achat regroupé des produits d'égout et d'aqueduc, nécessaire aux activités de la Ville de Saint-Constant pour les périodes 2027-2028, 2028-2029-2029-2030, 2030-2031 et 2031-2032.

Que la Ville de Saint-Constant confie, à la Ville de Châteauguay, le mandat d'analyse des soumissions déposées et d'attribution des contrats.

Que si la Ville de Châteauguay attribue un contrat, la Ville de Saint-Constant s'engage à respecter les termes de ce contrat comme si elle l'avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est attribué.

Que pour permettre à la Ville de Châteauguay de préparer son document d'appel d'offres, la Ville de Saint-Constant s'engage à lui fournir à la date fixée les quantités de produits d'égout et d'aqueduc dont elle aura besoin annuellement.

Qu'un exemplaire signé et conforme de la présente résolution soit transmis à la Ville de Châteauguay.

D'autoriser la chef de division – Approvisionnements ou la directrice du Service des affaires juridiques et greffière à signer, pour et au nom de la Ville, tout document jugé utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

Que le préambule fasse partie intégrante des présentes.

INITIALES DU MAIRE

435

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

484-09-26

ATTRIBUTION DE CONTRAT – ACQUISITION DE BANCS POUR LES VESTIAIRES DU COMPLEXE AQUATIQUE

CONSIDÉRANT que l'article 16.2 du règlement numéro 1913-26 sur la gestion contractuelle de la Ville de Saint-Constant permet d'octroyer de gré à gré un contrat encourant une dépense inférieure à 25 000 $;

CONSIDÉRANT que le Conseil se déclare satisfait des raisons présentées justifiants le choix d'attribuer un contrat pour l'acquisition de bancs pour les vestiaires du complexe aquatique;

Il est PROPOSÉ par madame Chantale Boudrias ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'attribuer le contrat pour l'acquisition de bancs pour les vestiaires du Complexe aquatique à Aquam Aquatic Specialist Inc., au prix unitaire soumis, le tout aux conditions prévues à la proposition reçue et à l'offre datée du 26 juin 2025.

La valeur approximative de ce contrat est de 9 211,41 $, taxes incluses;

D'autoriser la directrice du Service des travaux publics et de la transition écologique ou le chef de division - Travaux publics à signer, pour et au nom de la Ville, tout document jugé utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

D'autoriser la trésorière ou le trésorier adjoint à emprunter la somme maximale de 8 411,25 $, taxes nettes au fonds de roulement, lequel montant sera remboursé en cinq (5) versements annuels égaux et consécutifs.

D'autoriser également la trésorière ou le trésorier adjoint à transférer à cet effet la somme maximale de 8 411,25 $, taxes nettes du poste budgétaire 59-151-00-000 vers le poste budgétaire 23-022-13-741.

Que les sommes nécessaires aux fins de cette dépense soient puisées à même les disponibilités du poste budgétaire 23-022-13-741.

485-09-26

ATTRIBUTION DE CONTRAT – ACQUISITION DE LAMPADAIRES DE RUE

CONSIDÉRANT que l'article 16.2 du règlement numéro 1913-26 sur la gestion contractuelle de la Ville de Saint-Constant permet d'octroyer de gré à gré un contrat encourant une dépense inférieure à 25 000 $;

CONSIDÉRANT que le Conseil se déclare satisfait des raisons présentées justifiants le choix d'attribuer un contrat pour l'acquisition de lampadaires de rue;

INITIALES DU MAIRE

436

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

Il est PROPOSÉ par monsieur Gilles Lapierre ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'attribuer le contrat pour l'acquisition de lampadaires de rue à Lumen (division de Sonepar Canada Inc.), au prix unitaire soumis, le tout aux conditions prévues à la proposition reçue et à l'offre datée du 28 juillet 2026.

La valeur approximative de ce contrat est de 14 147,34 $, taxes incluses;

D'autoriser la directrice du Service des travaux publics et de la transition écologique ou le chef de division - Travaux publics à signer, pour et au nom de la Ville, tout document jugé utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

Que les sommes nécessaires aux fins de cette dépense soient puisées à même les disponibilités du règlement numéro 1872-25 (poste budgétaire 23-872-10-388).

486-09-26

ATTRIBUTION DE CONTRAT – RENOUVELLEMENT DE L'ENTRETIEN DU LOGICIEL DE DÉTECTION AVEC IDENTIFICATION PAR RADIOFRÉQUENCE (RFID) POUR LA PROTECTION ET LA GESTION DES COLLECTIONS DOCUMENTAIRES

CONSIDÉRANT que l'article 33, 2° de la *Loi sur les contrats des organismes municipaux* (RLRQ, chapitre C-65.01) permet l'attribution d'un contrat de gré-à-gré lorsque le contrat ne peut être attribué qu'à une seule entreprise en raison d'une garantie, d'un droit de propriété ou d'un droit exclusif, tels un droit d'auteur ou un droit fondé sur une licence exclusive ou sur un brevet, ou de la valeur artistique, patrimoniale ou muséologique du bien ou du service requis;

CONSIDÉRANT que l'article 16.3.2 du règlement numéro 1913-26 sur la gestion contractuelle de la Ville de Saint-Constant permet d'octroyer de gré à gré un contrat encourant une dépense égale ou supérieure à 25 000 $, mais inférieure ou égale à 100 000 $, sous réserve de l'autorisation du Conseil municipal;

CONSIDÉRANT que le Conseil se déclare satisfait des raisons présentées justifiants le choix d'attribuer un contrat pour le renouvellement de l'entretien du logiciel de détection avec identification par radiofréquence (RFID) pour la protection et la gestion des collections documentaires;

CONSIDÉRANT que pour l'attribution du présent contrat, le Conseil municipal entérine la négociation intervenue entre le fournisseur et les représentants de la Ville de Saint-Constant, et par conséquent, accorde son autorisation à l'attribution de ce contrat;

INITIALES DU MAIRE

437

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

Il est PROPOSÉ par madame Johanne Di Cesare ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'attribuer le contrat pour le renouvellement de l'entretien du logiciel de détection avec identification par radiofréquence (RFID) pour la protection et la gestion des collections documentaires à Bibliotheca, aux prix unitaires soumis, pour une durée de trois (3) ans, soit du 1er octobre 2026 au 30 septembre 2029, le tout aux conditions prévues à la proposition reçue et à l'offre datée du 7 mai 2026.

La valeur approximative de ce contrat est de 79 940,13 $, taxes incluses répartie comme suit : du 1er octobre 2026 au 30 septembre 2027 pour un montant de 26 646,71 $, taxes incluses, du 1er octobre 2027 au 30 septembre 2028 pour un montant de 26 646,71 $, taxes incluses et du 1er octobre 2028 au 30 septembre 2029 pour un montant de 26 646,71 $, taxes incluses.

D'autoriser le directeur du Service des communications, des technologies de l'information et du service aux citoyens ou la chef de division - Bibliothèque à signer, pour et au nom de la Ville, tout document jugé utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

Que les sommes nécessaires aux fins de cette dépense en 2026 soient puisées à même les disponibilités du poste budgétaire 02-190-00-528.

Que les sommes nécessaires aux fins de cette dépense en 2027, 2028 et 2029 soient réservées à même le budget de l'année visée (poste budgétaire 02-190-00-528).

487-09-26

ATTRIBUTION DE CONTRAT – SERVICES PROFESSIONNELS – ACCOMPAGNEMENT POUR L'ÉLABORATION D'UN PGA-EAU ET D'UN PLAN D'INTERVENTION POUR LE RENOUVELLEMENT DES CONDUITES D'EAU POTABLE, D'ÉGOUTS ET DE CHAUSSÉES – 2024GE48-CGG

CONSIDÉRANT que l'article 16.3.3 du règlement numéro 1913-26 sur la gestion contractuelle de la Ville de Saint-Constant permet d'octroyer de gré à gré un contrat encourant une dépense supérieure à 100 000 $, mais inférieure au seuil déterminé par un règlement du ministre, sous réserve de l'autorisation du Conseil municipal;

CONSIDÉRANT que le Conseil se déclare satisfait des raisons présentées justifiants le choix d'attribuer un contrat pour les services professionnels d'accompagnement pour l'élaboration d'un PGA-EAU et d'un plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et de chaussées;

CONSIDÉRANT que pour l'attribution du présent contrat, le Conseil municipal entérine la négociation intervenue entre le fournisseur et les représentants de la Ville de Saint-Constant, et par conséquent, accorde son autorisation à l'attribution de ce contrat;

INITIALES DU MAIRE

438

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

Il est PROPOSÉ par monsieur Mario Perron ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'attribuer le contrat pour les services professionnels d'accompagnement pour l'élaboration d'un PGA-EAU et d'un plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et de chaussées à 9255-0821 Québec Inc. (Maxxum Gestion d'actifs), aux prix unitaires soumis, le tout aux conditions prévues au document numéro 2024GE48-CGG et à l'offre reçue révisée datée du 25 août 2026.

La valeur approximative de ce contrat est de 112 687,02 $, taxes incluses.

D'autoriser le directeur ou la chef de division du Service du bureau de projets ou le chargé de projets à signer, pour et au nom de la Ville, tout document jugé utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

Que les sommes nécessaires aux fins de cette dépense soient puisées à même les disponibilités du poste budgétaire 02-391-00-411.

488-09-26

ENTÉRINEMENT DE CONTRAT ET AUTORISATION DE PAIEMENT – RÉPARATION POUR LE COMPLEXE AQUATIQUE DE SAINT-CONSTANT

CONSIDÉRANT que les bassins ont des spécifications particulières pour leur entretien et les pièces;

CONSIDÉRANT que la compagnie Aquatechno Spécialistes Aquatiques Inc. est la seule entreprise connue pour l'expertise dans ce genre de bassin intérieur;

CONSIDÉRANT que la réparation devenait urgente due au délai de réception des pièces qui était d'environ deux (2) mois d'attente;

CONSIDÉRANT que l'article 16.3.2 du règlement numéro 1913-26 sur la gestion contractuelle de la Ville de Saint-Constant permet d'octroyer de gré à gré un contrat encourant une dépense égale ou supérieure à 25 000 $, mais inférieure ou égale à 100 000 $, sous réserve de l'autorisation du Conseil municipal;

Il est PROPOSÉ par madame Natalia Zuluaga Puyana ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'entériner le contrat octroyé à Aquatechno Spécialistes Aquatiques Inc. pour des réparations au Complexe aquatique de Saint-Constant, pour un montant total de 25 116,29 $, taxes incluses.

D'autoriser la directrice du Service des travaux publics et de la transition écologique ou le chef de division - Travaux publics à signer, pour et au nom de la Ville, tout document jugé utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

Que les sommes nécessaires aux fins de cette dépense soient puisées à même les disponibilités du poste budgétaire 02-741-10-536.

INITIALES DU MAIRE

439

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

489-09-26

AUTORISATION DE DÉPENSES AU RÈGLEMENT NUMÉRO 1813-23 – MUR DE SOUTÈNEMENT POUR LE PASSAGE PIÉTONNIER DES RUES LIVERNOIS ET LAVERDURE

CONSIDÉRANT qu'une importante dénivellation est présente entre les terrains résidentiels adjacents et la piste cyclable située au passage piétonnier reliant les rues Livernois et Laverdure;

CONSIDÉRANT qu'afin de corriger cette problématique et d'assurer la stabilité à long terme du secteur, l'acquisition et la livraison de blocs de béton décoratif, l'achat de terre de finition et de tourbe et d'accessoires, quincaillerie et matériaux divers est recommandé;

Il est PROPOSÉ par madame Natalia Zuluaga Puyana ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'autoriser l'utilisation d'un montant de 15 000,00 $ provenant du règlement numéro 1813-23 pour la construction d'un mur de soutènement pour le passage piétonnier reliant les rues Livernois et Laverdure.

D'autoriser la directrice du Service des travaux publics et de la transition écologique ou le chef de division - Travaux publics à signer, pour et au nom de la Ville, tout document jugé utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

Que les sommes nécessaires aux fins de cette dépense soient puisées à même les disponibilités du poste budgétaire 23-813-10-387.

490-09-26

MODIFICATION DE CONTRAT – RECONSTRUCTION DE LA RUE MAROTTE ET DU ROND-POINT DE LA RUE MORIN – 2024GE31-AOP

CONSIDÉRANT qu'aux termes de la résolution numéro 208-04-26, la Ville a octroyé à Excavation St-Pierre et Tremblay Inc. le contrat pour la reconstruction de la rue Marotte et du rond-point de la rue Morin, et ce, pour une valeur approximative de 2 385 731,25 $, taxes incluses;

CONSIDÉRANT que le fournisseur de l'Adjudicataire a proposé au bureau de projets un concept équivalent, mais légèrement différent quant aux capacités des cellules de rétention, lequel respecte le volume exigé aux documents d'appel d'offres et permet, grâce à l'espace résiduel disponible, d'augmenter la capacité du bassin afin d'améliorer le niveau de protection du public;

CONSIDÉRANT que la proposition de l'Adjudicataire représentait une opportunité pour la Ville d'augmenter le volume de rétention du bassin;

CONSIDÉRANT que le prix fourni pour l'ajout de 116 cellules supplémentaires s'élève à un montant de 31 741,53 $, taxes incluses;

INITIALES DU MAIRE

440

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

CONSIDÉRANT que, selon le Service du bureau de projets, la modification constitue un accessoire au contrat et n'en change pas la nature;

CONSIDÉRANT que conformément à l'article 11.1 du règlement numéro 1913-26 sur la gestion contractuelle de la Ville de Saint-Constant, le Service des affaires juridiques et du greffe, le Service des finances et la direction générale ont autorisé par écrit cette modification accessoire au contrat;

Il est PROPOSÉ par madame Johanne Di Cesare ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

De prendre acte de la modification, telle que soumise à la présente séance, au contrat, octroyé par la résolution numéro 208-04-26 et du paiement des coûts supplémentaires à Excavation St-Pierre et Tremblay Inc., dans le cadre du contrat pour la reconstruction de la rue Marotte et du rond-point de la rue Morin, pour un montant de 31 741,53 $, taxes incluses.

Les sommes nécessaires aux fins de cette dépense ont été puisées à même les disponibilités du règlement numéro 1902-26 (poste budgétaire 23-902-10-391).

SOUMISSIONS :

491-09-26

SOUMISSIONS – TRAVAUX D'ENTRETIEN, D'INSPECTION ET DE RÉPARATION DES GÉNÉRATRICES – 2023TP25-AOP – RENOUVELLEMENT

CONSIDÉRANT qu'aux termes de la résolution numéro 643-12-23, la Ville a octroyé le contrat pour des travaux d'entretien, d'inspection et de réparation des génératrices (lots 1 et 2), pour une durée de trois (3) ans à Gestion Imm-Tech Inc., aux prix forfaitaires, unitaires et aux taux horaires soumissionnés, pour un montant approximatif de 102 431,23 $, taxes incluses et aux conditions prévues au document d'appel d'offres portant le numéro 2023TP25-AOP et à la soumission retenue;

CONSIDÉRANT que ledit devis d'appel d'offres prévoyait deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune;

CONSIDÉRANT que, pour les années en options, sur demande écrite, 60 jours avant la fin du terme précédent, la Ville doit aviser le soumissionnaire retenu si elle se prévaut de l'une de ses options de renouvellement et que, dans l'affirmative, les conditions financières, les garanties et les modalités décrites dans l'appel d'offres 2023TP25-AOP s'appliqueront dans son entièreté à ces années d'options;

CONSIDÉRANT que la Ville désire se prévaloir de sa première année d'option de renouvellement pour la période du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2027;

INITIALES DU MAIRE

441

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

Il est PROPOSÉ par monsieur Sylvain Brossard ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

De renouveler, le contrat pour des travaux d'entretien, d'inspection et de réparation des génératrices (lots 1 et 2), pour l'année 2027, soit du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2027, à Gestion Imm-Tech Inc., aux prix forfaitaires, unitaires et aux taux horaires soumissionnés, le tout aux conditions prévues au document d'appel d'offres portant le numéro 2023TP25-AOP et à la soumission retenue.

La valeur approximative de ce contrat est de 37 332,38 $, taxes incluses pour les lots 1 et 2).

D'autoriser la directrice du Service des travaux publics et de la transition écologique ou le chef de division - Travaux publics à signer, pour et au nom de la Ville, tout document jugé utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

Que les sommes nécessaires aux fins de cette dépense en 2027 soient puisées à même les disponibilités des postes budgétaires 02-230-20-541 et 02-415-00-528.

492-09-26

SOUMISSIONS – TRAVAUX D'AMÉLIORATION DU PARC CANIN – 2025GE23-AOP

CONSIDÉRANT que la Ville a procédé à une demande de soumissions publiques pour les travaux d'amélioration du parc canin;

CONSIDÉRANT que cinq (5) soumissions ont été reçues et que les soumissionnaires sont les suivants :

Soumissionnaires	**Montant ($)** **(Taxes incluses)**
Réalisation Dynamique Inc.	183 194,32 $
Paysages Charbonneau Inc.	193 462,68 $
Les entreprises P.N.P. Inc.	202 792,91 $
Gendron gestion civil Inc.	224 655,40 $
Senterre Inc.	278 900,01 $

Il est PROPOSÉ par monsieur Mario Perron ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'octroyer le contrat pour les travaux d'amélioration du parc canin, au plus bas soumissionnaire conforme, soit Réalisation Dynamique Inc., aux prix unitaires et forfaitaire soumissionnés, le tout aux conditions prévues au document d'appel d'offres portant le numéro 2025GE23-AOP et à la soumission retenue.

La valeur approximative de ce contrat est de 183 194,32 $, taxes incluses.

D'autoriser le directeur ou la chef de division du Service du bureau de projets ou le chargé de projets à signer, pour et au nom de la Ville, tout document jugé utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

INITIALES DU MAIRE

142

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

Que les sommes nécessaires aux fins de cette dépense soient puisées à même les disponibilités du règlement numéro 1693-21 (poste budgétaire 23-693-10-399).

MANDAT :

AUCUN

DOSSIER JURIDIQUE :

AUCUN

RESSOURCES HUMAINES :

493-09-26

PROBATION AU POSTE DE DIRECTRICE DU SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

CONSIDÉRANT que selon le Recueil des conditions de travail des employés cadres de la Ville de Saint-Constant, tout employé à l'essai devient régulier après six (6) mois de travail continu au service de la Ville;

CONSIDÉRANT que la période de probation de madame Judith Pommainville à titre de directrice du Service des ressources humaines est terminée et que la Ville est satisfaite de son travail;

Il est PROPOSÉ par madame Johanne Di Cesare ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

De nommer, madame Judith Pommainville à titre d'employée régulière au poste de directrice du Service des ressources humaines aux conditions prévues au Recueil des conditions de travail des employés cadres, et ce, dès l'expiration de sa période de probation.

GESTION INTERNE :

494-09-26

NOMINATION DU MAIRE SUPPLÉANT

Il est PROPOSÉ par madame Johanne Di Cesare ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

Que monsieur Gilles Lapierre soit nommé maire suppléant pour la période du 16 septembre 2026 au 15 décembre 2026 inclusivement.

INITIALES DU MAIRE

443

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

495-09-26

AUTORISATION POUR LA DISPOSITION DE BIENS MUNICIPAUX ET L'ACCEPTATION DES OFFRES REÇUES

CONSIDÉRANT que la Ville souhaite se départir de biens désuets ou qui n'ont plus d'utilité pour ses opérations, dont notamment :

- Lampe sur pied;
- Huche de bureau;
- Meuble de rangement;
- Cadre
- Faucheuse.

CONSIDÉRANT qu'en vertu du paragraphe 1.0.1 de l'article 28 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), la Ville doit, sauf disposition contraire, aliéner tout bien qui lui appartient à titre onéreux;

Il est PROPOSÉ par madame Chantale Boudrias ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'autoriser la division approvisionnements à offrir les biens mentionnés à des organismes publics ou à but non lucratif ou communautaires reconnus ou à acheminer les biens à l'écocentre pour disposition environnementale si le don n'est pas réalisable.

D'autoriser la chef de division – Approvisionnements à signer, pour et au nom de la Ville, tout document utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

Que les revenus générés par ces ventes soient déposés au poste budgétaire 01-149-10-000.

Que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution.

496-09-26

AUTORISATION – TRANSFERT BUDGÉTAIRE – RÈGLEMENT NUMÉRO 1840-23

CONSIDÉRANT qu'il a été procédé à une demande de prix pour la fourniture et l'installation d'un filet arrêt ballon;

CONSIDÉRANT que le prix est de 4 771,46 $, taxes incluses;

CONSIDÉRANT que la dépense a été prise dans le poste budgétaire 02-391-00-445, mais que cette dépense devait plutôt être financée par le règlement numéro 1840-23;

INITIALES DU MAIRE

444

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

Il est PROPOSÉ par madame Chantale Boudrias ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'autoriser la trésorière ou le trésorier adjoint à transférer la dépense de 4 356,98 $ du poste budgétaire 02-391-00-445 vers le poste budgétaire 23-840-10-394 (règlement numéro 1840-23).

497-09-26

AUTORISATIONS DE DÉPENSES

Il est PROPOSÉ par monsieur Sylvain Brossard ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

- D'autoriser le maire Jean-Claude Boyer ainsi que madame et messieurs les conseillers Johanne Di Cesare, Robert Dupuis et Gilles Lapierre à dépenser une somme maximale de 475 $, chacun, sur présentation des pièces justificatives, afin de représenter la Ville au Sommet électoral 2026 de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendra le 18 septembre 2026. Ce montant vise à couvrir les frais d'inscription, de déplacement, de stationnement et de repas non compris dans le coût d'inscription.

- D'autoriser le maire Jean-Claude Boyer ainsi que madame et messieurs les conseillers Chantale Boudrias, Robert Dupuis et Mario Perron à dépenser une somme maximale de 3 000 $, chacun, sur présentation des pièces justificatives, afin de représenter la Ville au Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) qui se tiendra du 24 septembre au 26 septembre 2026. Ce montant vise à couvrir les frais d'inscription, d'hébergement, de stationnement et de repas non compris dans le coût d'inscription.

Que les sommes nécessaires aux fins de ces dépenses soient puisées à même les disponibilités du poste budgétaire 02-110-00-495.

- D'autoriser le maire Jean-Claude Boyer ainsi que mesdames et monsieur les conseillers Johanne Di Cesare, Natalia Zuluaga Puyana et Gilles Lapierre à dépenser une somme maximale de 68,99 $, taxes incluses chacun, sur présentation des pièces justificatives, afin de représenter la Ville au *Cocktail des finalistes* de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Roussillon qui se tiendra le 30 septembre 2026. Ce montant représente le coût d'un billet pour l'évènement.

Que les sommes nécessaires aux fins de cette dépense soient puisées à même les disponibilités du poste budgétaire 02-110-00-811.

INITIALES DU MAIRE

445

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

498-09-26

VENTE POUR DÉFAUT DE PAIEMENT DE TAXES

CONSIDÉRANT que le Conseil a pris connaissance de la liste des immeubles à l'égard desquels des taxes sont impayées pour les années 2025 et antérieures;

CONSIDÉRANT que le Conseil a identifié les immeubles qui devront faire l'objet de la procédure de vente des immeubles pour défaut de paiement des taxes conformément aux articles 511 et suivants de la *Loi sur les cités et villes*;

Il est PROPOSÉ par monsieur Sylvain Cazes ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'ordonner à la greffière ou à la greffière adjointe, conformément à l'article 512 de la *Loi sur les cités et villes*, de vendre à l'enchère publique les immeubles sur lesquels les taxes imposées n'ont pas été payées, en tout ou en partie, pour les années 2025 et antérieures, en retirant de cet état les immeubles pour lesquels le solde impayé est de 100 $ ou moins, et que cette vente ait lieu le 19 novembre 2026, à compter de 16h00, au Centre municipal situé au 330, rue Wilfrid-Lamarche à Saint-Constant.

D'autoriser la trésorière ou le trésorier adjoint à exclure de la vente les immeubles dont les taxes impayées pour les années 2025 et antérieures auront été acquittées avant 16h00 le 19 novembre 2026.

D'autoriser la trésorière, le trésorier adjoint ou la chef de division - Taxation et perception à enchérir et acquérir, pour et au nom de la Ville, un ou des immeubles ainsi mis en vente, conformément à l'article 536 de la *Loi sur les cités et villes*.

Que les sommes nécessaires pour ces acquisitions soient puisées à même les disponibilités du poste budgétaire 23-891-10-391.

GESTION EXTERNE :

499-09-26

PROCLAMATION DE LA SEMAINE DE LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE

CONSIDÉRANT que la Semaine de la sécurité ferroviaire aura lieu au Canada du 21 au 27 septembre 2026;

CONSIDÉRANT qu'il est d'intérêt public de sensibiliser nos concitoyens sur le danger de ne pas tenir compte des signaux d'avertissement aux passages à niveau et de s'introduire sur les propriétés ferroviaires, afin de réduire le nombre de décès, de blessures et de dommages évitables résultant d'incidents mettant en cause des trains et des citoyens;

INITIALES DU MAIRE

446

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

Il est PROPOSÉ par madame Natalia Zuluaga Puyana ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

De proclamer la *Semaine nationale de la sécurité ferroviaire*, qui se déroulera du 21 au 27 septembre 2026.

500-09-26

AIDES FINANCIÈRES – COMITÉ D'ORGANISATION DE L'EXPOSITION DE VIEILLES VOITURES DE ST-CONSTANT ET FONDATION LES BONS AMIS

CONSIDÉRANT que le Comité d'organisation de l'exposition de vieilles voitures de St-Constant a tenu le 15 août dernier, une journée d'exposition de vieilles voitures, au Pavillon des aînés de Saint-Constant et que tous les profits de cette journée sont versés à la Fondation Anna-Laberge;

CONSIDÉRANT que la Fondation Les Bons amis a fait une demande d'aide financière à la Ville afin de soutenir leur mission visant à venir en aide à des gens qui vivent ou ont vécu un traumatisme, une maladie ou autre;

Il est PROPOSÉ par monsieur Robert Dupuis ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'accorder une aide financière de 300 $ au Comité d'organisation de l'exposition de vieilles voitures de St-Constant.

D'accorder également une aide financière de 130 $ à la Fondation Les Bons Amis.

Que les sommes nécessaires aux fins de cette dépense soient puisées à même les disponibilités du poste budgétaire 02-110-00-811.

501-09-26

AUTORISATION – ZOO DE GRANBY - DÉPÔT ET RÉALISATION D'UN PROJET DANS LE CADRE DU FONDS DES MUNICIPALITÉS POUR LA BIODIVERSITÉ

CONSIDÉRANT que la Ville de Saint-Constant a contribué, pour les années 2021, 2022 et 2023, au Fonds des municipalités pour la biodiversité (Fonds MB), un mécanisme permettant de bonifier les contributions municipales par des sommes provenant de la Fondation pour la biodiversité et la faune du Québec (la Fondation) et du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) lorsqu'elles sont affectées à la réalisation d'un projet admissible en biodiversité;

CONSIDÉRANT que le Fonds MB associé à la Ville présente actuellement un solde disponible de 62 941,52 $ pouvant être consacré à la réalisation d'un projet en biodiversité admissible sur le territoire de la Ville de Saint-Constant;

INITIALES DU MAIRE

447

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

CONSIDÉRANT que la Fondation a mis la Ville en relation avec le Zoo de Granby, dont l'équipe Conservation et Recherche possède une expertise reconnue et spécialisée en conservation, restauration ainsi qu'en mise en valeur des habitats fauniques réalisant ce type de projets dans les communautés;

CONSIDÉRANT que le Zoo de Granby propose un projet clé en main de 60 000 $ visant la conservation et la mise en valeur des milieux naturels de la Ville de Saint-Constant (lac des Fées, rivière Saint-Régis et boisé Héritage Roussillon), notamment par un plan de conservation et de connectivité, des aménagements favorables aux tortues, des outils d'interprétation et des actions de sensibilisation citoyenne;

CONSIDÉRANT que ce projet contribue directement à plusieurs objectifs du Plan d'action en développement durable (P3D) et permettra de faire bénéficier largement la collectivité des sommes investies par des interventions concrètes en protection de la biodiversité, conservation des tortues et mise en valeur des milieux naturels;

CONSIDÉRANT que la réalisation du projet permet à la Ville de bénéficier pleinement de l'effet de levier du Fonds MB, alors qu'en l'absence de projet, seule sa contribution municipale résiduelle, déduction faite des frais administratifs et estimée à environ 26 000 $, lui serait remboursée;

CONSIDÉRANT que compte tenu de la date limite de dépôt du 1er octobre 2026 et de l'échéance de réalisation du 31 mars 2027, la Fondation recommande à la Ville que le Zoo de Granby agisse comme maître d'œuvre, dépose la demande, signe l'entente, reçoive le financement et assume la responsabilité des livrables, réduisant ainsi substantiellement la charge administrative et de suivi pour la Ville;

CONSIDÉRANT que la Ville demeurera associée au suivi et aux orientations du projet et que, sur l'enveloppe disponible de 62 941,52 $, 60 000 $ seront consacrés au projet du Zoo de Granby et que la somme de 2 941,52 $ réservés aux frais de suivi et de coordination de la Ville;

Il est PROPOSÉ par monsieur Sylvain Brossard ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

Que la Ville de Saint-Constant autorise le Zoo de Granby à déposer le projet « Conservation et mise en valeur de la biodiversité sur les espaces naturels de la municipalité de Saint-Constant », et à agir comme maître d'œuvre auprès de la Fondation pour la biodiversité et la faune du Québec et à utiliser la somme de 62 941,52 $ du Fonds des municipalités pour la biodiversité, dont 2 941,52 $ seront réservés aux frais de suivi et de coordination de la Ville de Saint-Constant.

Que la Ville de Saint-Constant confirme sa participation au projet ainsi que son droit de regard sur les orientations, les livrables et les éléments de communication et de mise en valeur réalisés dans le cadre du projet.

D'autoriser la directrice du Service des travaux publics et de la transition écologique ou le chef de division – Travaux publics à convenir avec le Zoo de Granby et la Fondation pour la biodiversité et la faune du Québec des ajustements techniques requis à la proposition, dans le respect de l'enveloppe autorisée et des objectifs du projet.

INITIALES DU MAIRE

448

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

D'autoriser également la directrice du Service des Travaux publics et de la Transition écologique ou le chef de division – Travaux publics afin d'assurer la coordination municipale et le suivi du projet auprès du Zoo de Granby et de la Fondation pour la biodiversité et la faune du Québec, ainsi qu'à signer, pour et au nom de la Ville, tout document jugé utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

Que le préambule fasse partie intégrante des présentes.

DEMANDES DE LA VILLE :

502-09-26

DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE – PROGRAMME D'AIDE À LA VOIRIE LOCALE (PAVL) – VOLET REDRESSEMENT-SÉCURISATION

CONSIDÉRANT que le Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) 2026-2028 du ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) offre une assistance aux municipalités dans la planification, l'amélioration et le maintien des infrastructures du réseau routier local et municipal dont elles ont la responsabilité;

CONSIDÉRANT que le volet Redressement–Sécurisation a pour objectif de soutenir financièrement les municipalités dans la réalisation de travaux d'amélioration du réseau routier local de niveaux 1 et 2 sous leur responsabilité;

CONSIDÉRANT que la Ville a pris connaissance des modalités d'application du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) 2026-2028, notamment celles du volet concerné par la demande d'aide financière soumise dans le cadre de ce programme, et s'engage à les respecter;

CONSIDÉRANT que les interventions visées dans la demande d'aide financière concernent des routes et des infrastructures sous l'autorité municipale ainsi que des travaux admissibles à l'aide financière;

CONSIDÉRANT que la montée Fyfe et la montée Saint-Christophe sont identifiées comme des routes locales de niveau 2 au Plan d'intervention en infrastructures routières locales de la Municipalité régionale de comté de Roussillon (MRC de Roussillon);

CONSIDÉRANT que l'état de la chaussée de la montée Fyfe et de la montée Saint-Christophe nécessite la réalisation de travaux de réfection, conformément aux interventions identifiées au Plan d'intervention en infrastructures routières locales de la MRC de Roussillon;

CONSIDÉRANT que le ponceau du rang Saint-Christophe est jugé dans un très mauvais état et que des interventions majeures sont nécessaires selon le Plan d'intervention en infrastructures routières locales de la MRC de Roussillon;

CONSIDÉRANT que la Ville de Saint-Constant souhaite regrouper ces interventions dans une même demande d'aide financière dans le cadre du volet Redressement–Sécurisation du PAVL 2026-2028;

INITIALES DU MAIRE

149

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

CONSIDÉRANT que la Ville de Saint-Constant est consciente que seuls les travaux réalisés après la date figurant sur la lettre d'annonce sont admissibles à une aide financière;

CONSIDÉRANT que le bénéficiaire doit faire réaliser les travaux dans les douze (12) mois suivant la lettre d'annonce et qu'il a pris connaissance des restrictions d'accès au programme prévues à la section 1.10 des modalités qui s'appliquent;

CONSIDÉRANT que la Ville de Saint-Constant choisit d'établir la source de calcul de l'aide financière selon l'estimation détaillée du coût des travaux;

CONSIDÉRANT que les travaux de réfection de la montée Fyfe et de la montée Saint-Christophe sont estimés à approximativement 365 000 $ par la Ville de Saint-Constant et que les travaux relatifs au ponceau du rang Saint-Christophe sont estimés à approximativement 589 986,49 $, selon l'estimation détaillée réalisée par la firme ALPG consultants Inc., pour un coût total des interventions estimé à 954 986,49 $;

Il est PROPOSÉ par madame Chantale Boudrias ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

Que la Ville de Saint-Constant atteste avoir pris connaissance des modalités d'application du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) 2026-2028.

Que la Ville de Saint-Constant autorise la cheffe de division - Développement économique, affaires corporatives et gouvernementales à présenter et à signer, pour et au nom de la Ville, la demande d'aide financière ainsi que tout document jugé utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution, y compris la convention d'aide financière, lorsqu'applicable, dans le cadre du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL).

Que la Ville de Saint-Constant confirme son engagement à respecter les modalités d'application en vigueur et reconnaît qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée.

503-09-26

DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE – PROGRAMME AIDE AUX IMMOBILISATIONS (PAI) – SOUS-VOLET 2.1

CONSIDÉRANT que le ministère de la Culture et des Communications (MCC) a annoncé l'ouverture d'un appel de projets dans le cadre du Programme Aide aux immobilisations (PAI), sous-volet 2.1 – Intervention visant un bien meuble, pour la période du 7 septembre au 1er octobre 2026;

CONSIDÉRANT que ce sous-volet vise le remplacement ou la réparation de mobilier ou d'équipements non intégrés, désuets ou non fonctionnels, nécessaires à la poursuite de la mission culturelle et au maintien du niveau des services offerts, et prévoit une aide financière pouvant atteindre 50 % des dépenses admissibles pour une municipalité;

INITIALES DU MAIRE

450

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

CONSIDÉRANT que la bibliothèque municipale constitue un lieu culturel et communautaire fortement fréquenté, dont les activités et les services connaissent une grande popularité auprès des citoyens, et que cet achalandage, combiné à l'utilisation soutenue des équipements technologiques et du mobilier, contribue à leur usure et à leur désuétude;

CONSIDÉRANT que les équipements technologiques de la bibliothèque sont essentiels à la réalisation des activités éducatives, culturelles et numériques offertes à la population, mais que certains d'entre eux sont désormais désuets et doivent être remplacés afin d'assurer la continuité et la qualité des services offerts;

CONSIDÉRANT que le mobilier actuellement utilisé dans la section destinée aux enfants est désuet et ne répond plus adéquatement aux besoins des usagers, notamment en matière d'accès sécuritaire à l'alimentation électrique, et que son remplacement par du mobilier mieux adapté est nécessaire afin d'assurer la fonctionnalité et la sécurité des espaces ainsi que le maintien de la qualité des services offerts;

CONSIDÉRANT que le coût du remplacement des équipements technologiques est estimé à environ 30 000 $, taxes incluses, et celui du remplacement du mobilier de la section destinée aux enfants à environ 10 000 $, pour un coût total estimé à 40 000 $;

CONSIDÉRANT que la Ville de Saint-Constant souhaite bénéficier de l'aide financière disponible dans le cadre du *Programme Aide aux immobilisations* afin de contribuer au financement de ces interventions et d'assurer la pérennité des équipements mis à la disposition de la population;

Il est PROPOSÉ par madame Johanne Di Cesare ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière auprès du ministère de la Culture et des Communications dans le cadre du Programme Aide aux immobilisations (PAI), sous-volet 2.1 – Intervention visant un bien meuble, pour un projet visant le remplacement de dix (10) ordinateurs portables, d'une imprimante 3D ainsi que du mobilier désuet de la section destinée aux enfants de la bibliothèque municipale, pour un coût total estimé à 40 000 $.

De confirmer que la Ville de Saint-Constant s'engage à assumer sa part des coûts du projet ainsi que toute dépense non admissible au programme.

D'autoriser la cheffe de division - Développement économique, affaires corporatives et gouvernementales à signer, pour et au nom de la Ville, la demande d'aide financière ainsi que tout document jugé utile et nécessaire afin de donner plein effet à la présente résolution.

INITIALES DU MAIRE

151

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

RECOMMANDATIONS DE LA VILLE :

504-09-26

POSITION DE LA VILLE – DEMANDE À LA COMMISSION DE PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE DU QUÉBEC – ALIÉNATION À UNE FIN AUTRE QUE L'AGRICULTURE – DOMAINE SAN GIACOMO

CONSIDÉRANT que la Ville de Saint-Constant poursuit des démarches visant la régularisation du secteur du Parc San Giacomo, situé près du rang Saint-Christophe;

CONSIDÉRANT qu'une demande d'autorisation a été déposée auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) relativement à ce projet;

CONSIDÉRANT que, dans le cadre de l'analyse de cette demande, la CPTAQ requiert que celle-ci soit amendée afin d'y inclure une demande d'autorisation visant l'aliénation du lot 2 868 749 du cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT que le lot 2 868 749 du cadastre du Québec correspond au chemin privé desservant le secteur du Parc San Giacomo et que son aliénation est nécessaire afin de permettre sa municipalisation;

Il est PROPOSÉ par monsieur Robert Dupuis ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'autoriser le dépôt auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) d'une demande d'autorisation visant l'aliénation du lot 2 868 749 du cadastre du Québec.

D'autoriser la modification ou l'amendement de la demande d'autorisation déjà déposée auprès de la CPTAQ afin d'y intégrer ladite demande d'aliénation.

D'autoriser la cheffe de division – Développement économique, affaires corporatives et gouvernementales à signer, pour et au nom de la Ville, tout document requis et à effectuer toute démarche nécessaire auprès de la CPTAQ afin de donner plein effet à la présente résolution.

505-09-26

DÉNONCIATION DU FINANCEMENT DU TRANSPORT COLLECTIF MÉTROPOLITAIN, DE LA RÉPARTITION DE LA FACTURE DE L'AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN (ARTM) ET DEMANDE D'ENGAGEMENT DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

CONSIDÉRANT que les municipalités de la Municipalité régionale de comté de Roussillon (MRC de Roussillon) sont membres de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et contribuent au financement du transport collectif métropolitain par l'entremise de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et des organismes publics de transport collectif (OPTC);

INITIALES DU MAIRE

452

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

CONSIDÉRANT que les municipalités de la Couronne-Sud constatent depuis plusieurs années un sous-financement important des services de transport collectif et que cette situation fait reposer une part croissante et disproportionnée du financement sur les contribuables municipaux;

CONSIDÉRANT que la contribution financière de la Couronne-Sud au transport collectif s'établit à près de 40 M$ en 2026 grâce à une aide transitoire du gouvernement du Québec, laquelle est appelée à diminuer progressivement, alors que la contribution municipale pourrait atteindre 85,6 M$ en 2029;

CONSIDÉRANT que cette croissance anticipée de la facture excède la capacité des municipalités de la Couronne-Sud à absorber seules les déficits croissants du transport collectif et exerce une pression importante sur leur capacité à répondre aux autres besoins de leurs citoyens;

CONSIDÉRANT que la desserte actuelle du transport collectif sur le territoire de la MRC de Roussillon et de la Couronne-Sud demeure insuffisante pour répondre aux besoins croissants de mobilité de la population ainsi qu'aux objectifs de développement durable, de réduction de la congestion et de transition énergétique;

CONSIDÉRANT que les municipalités de la MRC de Roussillon ont participé de bonne foi aux travaux de la Table des préfets et élus de la Couronne-Sud visant à revoir la méthode de répartition intracouronne et qu'elles adhèrent aux grands principes ayant guidé cette démarche, notamment l'équité, la prévisibilité, la stabilité, la cohérence et la simplicité;

CONSIDÉRANT que l'exercice de répartition intracouronne ne modifie aucunement le déficit global attribué à la Couronne-Sud, mais vise uniquement à déterminer sa répartition entre les municipalités qui la composent;

CONSIDÉRANT que les résultats de cet exercice démontrent néanmoins des impacts importants et variables entre les municipalités et ne permettent pas, dans le cadre financier actuel, d'en arriver à une répartition jugée globalement équitable et soutenable pour les municipalités de la MRC de Roussillon;

CONSIDÉRANT que la recherche d'une plus grande équité entre les municipalités ne saurait se substituer à la nécessité de régler le problème structurel du financement du transport collectif métropolitain;

CONSIDÉRANT que les municipalités de la MRC de Roussillon souhaitent faire valoir d'une seule voix leur position auprès de l'ARTM, de la Table des préfets et élus de la Couronne-Sud, des gouvernements supérieurs et des formations politiques provinciales;

Il est PROPOSÉ par tous les membres du Conseil présents ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

Que la Ville de Saint-Constant dénonce vigoureusement le niveau de la facture globale de transport collectif assumée par les municipalités de la Couronne-Sud et plus particulièrement par les municipalités de la MRC de Roussillon.

INITIALES DU MAIRE

453

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

Que la Ville de Saint-Constant dénonce le manque de financement récurrent, prévisible et suffisant du transport collectif et demande aux gouvernements du Québec et du Canada de prendre leur juste part dans son financement afin d'assurer le maintien et le développement des services de transport collectif dans la région métropolitaine.

Que la Ville de Saint-Constant demande notamment aux gouvernements supérieurs de donner suite aux demandes déjà formulées par la Table des préfets et élus de la Couronne-Sud afin de corriger les déficits structurels du réseau, de soutenir adéquatement le transport adapté, d'accélérer les investissements dans le réseau d'Exo et de favoriser le développement de projets structurants de mobilité sur la Couronne-Sud.

Que la Ville de Saint-Constant dénonce également les modalités actuelles de répartition de la facture entre les différents secteurs reconnus par l'ARTM et demande qu'elles soient revues afin de mieux refléter les principes d'équité, de bénéficiaire-payeur, de décideur-payeur et de capacité de payer des municipalités.

Que la Ville de Saint-Constant considère qu'il est prématuré, dans le contexte actuel, d'entériner la proposition de répartition intracouronne actuellement soumise, compte tenu des impacts qu'elle entraîne pour plusieurs municipalités de la MRC de Roussillon et de l'absence d'une solution durable au financement global du transport collectif.

Que la Ville de Saint-Constant invite la Table des préfets et élus de la Couronne-Sud et l'ensemble des municipalités qui la composent à poursuivre les travaux et à reprendre les discussions afin d'identifier une voie de passage permettant d'en arriver à une répartition intracouronne plus équitable, soutenable et respectueuse de la capacité de payer des municipalités.

Que la Ville de Saint-Constant réaffirme que la recherche d'une nouvelle clé de répartition intracouronne ne doit en aucun cas être interprétée comme une acceptation du cadre financier actuel ni du niveau de déficit attribué à la Couronne-Sud.

Que la Ville de Saint-Constant demande que toute planification future du financement et des investissements en transport collectif tienne compte du déficit actuel de desserte de la Couronne-Sud, de sa croissance démographique et des besoins grandissants de mobilité de ses citoyens et de ses entreprises.

Que la présente résolution soit transmise au représentant de la Couronne-Sud siégeant au conseil d'administration de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), à la Table des préfets et élus de la Couronne-Sud ainsi qu'aux municipalités qui la composent.

Que copie de la présente résolution soit transmise également au ministre des Transports et de la Mobilité durable du Québec, au ministre responsable de la région de la Montérégie, aux députés provinciaux desservant le territoire de la MRC de Roussillon ainsi qu'aux ministres fédéraux concernés.

INITIALES DU MAIRE

454

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

Que copie de la présente résolution soit aussi transmise à l'ensemble des candidats appelés à se présenter sur le territoire de la MRC de Roussillon lors de la prochaine élection générale provinciale ainsi qu'aux chefs des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale du Québec afin qu'ils annoncent, au plus tard le 5 octobre 2026, des engagements clairs, fermes et publics permettant d'assurer un financement adéquat, prévisible et durable du transport collectif et de répondre aux besoins de mobilité de la Couronne-Sud.

Que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution.

506-09-26

REFUS D'ADHÉRER À LA NOUVELLE FORMULE DE PARTAGE DES CONTRIBUTIONS AU TRANSPORT COLLECTIF POUR LA COURONNE-SUD

CONSIDÉRANT que la nouvelle Politique de financement de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ci-après l'« ARTM »), autorisée en 2025 par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), permet d'établir la contribution au transport collectif pour l'ensemble de la Couronne-Sud de 2026 à 2028;

CONSIDÉRANT que l'article 95 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (RLRQ, chapitre A-33.3) (ci-après la « Loi ») permet aux municipalités locales de la Couronne-Sud de convenir, par entente, d'une nouvelle formule de partage du montant total des contributions exigées en vertu de l'article 83 de la Loi;

CONSIDÉRANT que chaque municipalité locale demeure libre d'adhérer ou non à la formule de partage proposée;

CONSIDÉRANT que, pour être valide, cette nouvelle formule de partage doit être approuvée par au moins les deux tiers des municipalités locales de la Couronne-Sud, soit 27 des 40 municipalités qui la composent;

CONSIDÉRANT que la contribution financière de la Couronne-Sud au transport collectif est établie à 39,8 M$ en 2026 grâce à l'aide transitoire accordée par le gouvernement du Québec;

CONSIDÉRANT que cette aide transitoire est appelée à diminuer progressivement et à prendre fin en 2029, alors qu'il est anticipé que la contribution financière de la Couronne-Sud au transport collectif atteindra 85,6 M$ en 2029;

CONSIDÉRANT que cette hausse importante des contributions municipales soulève des préoccupations quant à la capacité financière des municipalités de la Couronne-Sud à absorber les coûts anticipés;

CONSIDÉRANT que la nouvelle formule proposée ne permet pas de réduire le montant total des contributions exigées de la Couronne-Sud, mais vise plutôt à en modifier la répartition entre les municipalités qui la composent;

INITIALES DU MAIRE

455

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

CONSIDÉRANT que l'application de la nouvelle formule de partage proposée aurait pour effet d'augmenter la contribution financière de la Ville de Saint-Constant qui ferait passer la facture de 3,8 millions de dollars à 9,5 millions de dollars;

CONSIDÉRANT que cette augmentation représenterait un impact financier important pour la Ville de Saint-Constant et ses contribuables, lequel s'ajouterait aux hausses anticipées des coûts liés au financement du transport collectif;

CONSIDÉRANT que la formule proposée repose notamment sur la provenance des usagers et l'offre de service pour établir la répartition des contributions entre les municipalités;

CONSIDÉRANT que des préoccupations subsistent quant à la fiabilité des données utilisées pour déterminer la provenance des usagers ainsi qu'à la méthodologie employée à cette fin;

CONSIDÉRANT que la Politique de financement actuellement en vigueur couvre les années 2026 à 2028, alors que la nouvelle formule de partage proposée pourrait continuer de s'appliquer au-delà de cette période;

CONSIDÉRANT que la formule proposée ne prévoit pas de mécanisme permettant une révision périodique de la méthodologie ou un réexamen des contributions advenant notamment une modification ou une correction des données utilisées;

CONSIDÉRANT que la Ville de Saint-Constant estime qu'une nouvelle formule de partage des contributions doit reposer sur des données fiables, être équitable pour l'ensemble des municipalités concernées et prévoir des mécanismes permettant son réexamen en fonction de l'évolution de la situation;

CONSIDÉRANT que le Conseil municipal de la Ville de Saint-Constant a pris connaissance de la nouvelle méthodologie proposée et considère que, dans sa forme actuelle, celle-ci ne répond pas suffisamment à ces préoccupations;

CONSIDÉRANT que la Ville de Saint-Constant demeure favorable à la poursuite des discussions afin d'en arriver à une formule de partage équitable, prévisible et représentative de la réalité des municipalités de la Couronne-Sud;

Il est PROPOSÉ par tous les membres du Conseil présents ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

De signifier le désaccord de la Ville de Saint-Constant à l'égard de la nouvelle formule de partage du montant total des contributions exigées en vertu de l'article 83 de la Loi, telle que proposée, et de ne pas l'approuver aux fins de l'article 95 de la Loi.

De ne pas autoriser la signature de l'entente intermunicipale relative à cette nouvelle formule de partage des contributions de la Couronne-Sud.

De demander à l'ARTM de poursuivre les travaux visant à établir une méthodologie de répartition des contributions municipales qui soit équitable, prévisible et fondée sur des données fiables et représentatives de l'utilisation réelle des services de transport collectif.

INITIALES DU MAIRE

456

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

De demander à l'ARTM de mettre à jour la méthodologie d'identification de la provenance des usagers afin que toute éventuelle formule de partage puisse s'appuyer sur des données fiables.

De demander que toute nouvelle formule proposée prévoie des mécanismes appropriés de révision périodique et de réexamen permettant notamment de tenir compte de l'évolution ou de la correction des données utilisées aux fins du calcul des contributions municipales.

De demander à l'ARTM d'intensifier ses démarches auprès du gouvernement du Québec, de concert avec les municipalités de la Couronne-Sud, afin de prolonger l'aide transitoire au-delà de 2028 et d'atténuer les hausses importantes de contributions anticipées.

De déclarer que la Ville de Saint-Constant demeure disposée à réexaminer sa position et à participer à toute démarche visant l'établissement d'une formule de partage équitable, prévisible et appuyée sur des données fiables.

De transmettre la présente résolution à la présidence de l'ARTM, à la Communauté métropolitaine de Montréal, aux municipalités locales de la Couronne-Sud, à la présidence de la Table des préfets et élus de la Couronne-Sud, au ministre des Transports et de la Mobilité durable ainsi qu'au ministre des Affaires municipales.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

La greffière dépose les documents suivants :

- Liste des amendements budgétaires pour le mois d'août 2026 produite par le Service des finances;
- Sommaire du budget au 31 août 2026 produit par le Service des finances;
- Liste d'embauches pour la période du 1er août au 31 août 2026 effectuées en vertu du règlement numéro 1589-18 déléguant certains pouvoirs d'autoriser des dépenses, de passer des contrats et d'engager certains fonctionnaires et employés au nom de la Ville de Saint-Constant et remplaçant le règlement numéro 1378-12, signée par la directrice générale le 2 septembre 2026;
- Rapport d'état des biens vendus préparé par la Division des approvisionnements;
- Certificat attestant du résultat de la procédure d'enregistrement – Règlement numéro 1936-26 décrétant des dépenses en immobilisations (travaux de bassins de rétention et de postes de pompage) et un emprunt de 40 500 000 $;
- Procès-verbal de correction de la résolution numéro 470-08-26 « Autorisation de dépenses – Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Roussillon », adoptée le 27 août 2026, afin de remplacer dans le premier paragraphe des conclusions, « Mario Perron » par « Sylvain Cazes »;

INITIALES DU MAIRE

457

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

DEMANDES DE DÉROGATION MINEURE :

507-09-26

DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE NUMÉRO 2025-00021 – 8, RUE MONDAT

La greffière explique l'objet de la demande de dérogation mineure présentée en raison d'éléments qui ne sont pas conformes au règlement de zonage numéro 1528-17 et au règlement de lotissement numéro 1529-17, lesquels découlent d'un projet d'agrandissement de la résidence unifamiliale par l'ajout d'un garage intégré et incluant l'acquisition d'une partie de l'emprise de la rue située au 8, rue Mondat.

CONSIDÉRANT que les dérogations demandées visent à permettre :

- Que l'agrandissement soit à une distance de 6,25 mètres de la ligne avant, alors que le règlement de zonage numéro 1528-17 prévoit une marge avant minimale de 7,6 mètres;
- Que l'agrandissement soit à une distance de 3,47 mètres de la ligne avant secondaire, alors que le règlement de zonage numéro 1528-17 prévoit une marge avant secondaire minimale de 4,5 mètres;
- Que le lot projeté numéro 6 719 977 du cadastre du Québec (rue Mondat) comporte une ligne brisée et une largeur non uniforme, alors que le règlement de lotissement numéro 1529-17 exige une continuité dans les lignes de division des lots en relation avec les lots adjacents existants ou prévus.

CONSIDÉRANT les documents A et B du Service de l'aménagement du territoire et du développement économique, déposés au soutien de la présente demande;

CONSIDÉRANT le rapport favorable et les commentaires particuliers du Comité consultatif d'urbanisme à l'égard de cette demande;

Elle invite par la suite les personnes présentes à se faire entendre relativement à cette demande.

Aucun commentaire n'est formulé par les personnes et organismes.

Il est PROPOSÉ par madame Johanne Di Cesare ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'approuver la demande de dérogation mineure numéro 2025-00021 aux dispositions du règlement de zonage numéro 1528-17 et du règlement de lotissement numéro 1529-17 concernant le lot 2 178 608 et le lot projeté 6 719 976 du cadastre du Québec, soit le 8, rue Mondat, aux conditions suivantes :

- Que le lot projeté 6 719 976 du cadastre du Québec soit acquis par le requérant.
- Qu'un arbre à grand déploiement soit planté dans la cour avant.

INITIALES DU MAIRE

458

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

Cette dérogation a pour effet de permettre :

- Que l'agrandissement soit à une distance de 6,25 mètres de la ligne avant;
- Que l'agrandissement soit à une distance de 3,47 mètres de la ligne avant secondaire;
- Que le lot projeté numéro 6 719 977 du cadastre du Québec (rue Mondat) comporte une ligne brisée et une largeur non uniforme,

et ce, pour toute la durée de leur existence.

508-09-26

DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE NUMÉRO 2026-00053 – 23, MONTÉE SAINT-RÉGIS

La greffière explique l'objet de la demande de dérogation mineure présentée en raison d'éléments qui ne sont pas conformes au règlement de zonage numéro 1528-17, lesquels découlent d'une modification du lotissement de la propriété, composée de deux lots afin de rendre possible l'implantation future d'une construction sur le lot vacant à l'égard de la propriété située au 23, montée Saint-Régis.

CONSIDÉRANT que la dérogation demandée vise à permettre :

- Que le balcon se trouve à une distance de 1,31 mètre de la limite de terrain latérale, alors que le règlement prévoit une distance minimale de 1,5 mètre.

CONSIDÉRANT les documents du Service de l'aménagement du territoire et du développement économique, déposés au soutien de la présente demande;

CONSIDÉRANT le rapport favorable du Comité consultatif d'urbanisme à l'égard de cette demande;

Elle invite par la suite les personnes présentes à se faire entendre relativement à cette demande.

Aucun commentaire n'est formulé par les personnes et organismes.

Il est PROPOSÉ par monsieur Gilles Lapierre ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'approuver la demande de dérogation mineure numéro 2026-00053 aux dispositions du règlement de zonage numéro 1528-17 concernant le lot 2 429 400 (lot projeté 6 732 455) du cadastre du Québec, soit le 23, montée Saint-Régis, telle que déposée.

Cette dérogation a pour effet de permettre que le balcon se trouve à une distance de 1,31 mètre de la limite de terrain latérale, et ce, pour toute la durée de son existence.

INITIALES DU MAIRE

459

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

509-09-26

DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE NUMÉRO 2026-00063 – 564, RANG SAINT-RÉGIS SUD

La greffière explique l'objet de la demande de dérogation mineure présentée en raison d'éléments qui ne sont pas conformes au règlement de zonage numéro 1528-17 et au règlement de lotissement numéro 1529-17, lesquels découlent d'un projet de lotissement, de construction d'une nouvelle résidence et d'agrandissement d'un bâtiment accessoire au 564, rang Saint-Régis Sud.

CONSIDÉRANT que les dérogations demandées visent à permettre :

- Que l'habitation unifamiliale projetée de 2 étages comporte une hauteur de 9,7 mètres, alors que le règlement de zonage numéro 1528-17 prévoit une hauteur maximale de 9,2 mètres;
- Que le bâtiment agricole, après agrandissement, soit situé à une distance de 16,57 mètres de l'emprise de la voie de circulation, alors que le règlement de zonage numéro 1528-17 prévoit une distance minimale de 25 mètres;
- Que la ligne mitoyenne entre les lots projetés 6 743 937 et 6 743 938 du cadastre du Québec comporte une forme irrégulière en ayant une ligne latérale brisée, alors que le règlement de lotissement numéro 1529-17 exige une continuité dans les lignes de division des lots en relation avec les lots adjacents existants ou prévus.

CONSIDÉRANT les documents A-1 et D du Service de l'aménagement du territoire et du développement économique, déposés au soutien de la présente demande;

CONSIDÉRANT le rapport favorable du Comité consultatif d'urbanisme à l'égard de cette demande;

Elle invite par la suite les personnes présentes à se faire entendre relativement à cette demande.

Aucun commentaire n'est formulé par les personnes et organismes.

Il est PROPOSÉ par monsieur Robert Dupuis ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'approuver la demande de dérogation mineure numéro 2026-00063 aux dispositions du règlement de zonage numéro 1528-17 et du règlement de lotissement numéro 1529-17 concernant le lot 2 867 545 (lots projetés 6 743 937 et 6 743 938) du cadastre du Québec, soit le 564, rang Saint-Régis, telle que déposée.

Cette dérogation a pour effet de permettre :

- Que l'habitation unifamiliale projetée de 2 étages comporte une hauteur de 9,7 mètres;
- Que le bâtiment agricole, après agrandissement, soit situé à une distance de 16,57 mètres de l'emprise de la voie de circulation;

INITIALES DU MAIRE

460

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

- Que la ligne mitoyenne entre les lots projetés 6 743 937 et 6 743 938 du cadastre du Québec comporte une forme irrégulière en ayant une ligne latérale brisée,

et ce, pour toute la durée de leur existence.

DEMANDES DE PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (PIIA) :

510-09-26

DEMANDE DE PIIA NUMÉRO 2025-00022 – 8, RUE MONDAT

CONSIDÉRANT la demande de PIIA numéro 2025-00022 visant à faire approuver une nouvelle proposition pour un projet d'agrandissement par l'ajout d'un garage intégré au 8, rue Mondat;

CONSIDÉRANT le plan d'implantation et de lotissement préparé par l'arpenteur-géomètre Danny Drolet (dossier 2025-53724-P, minute 45632) et les plans de construction préparés par le technologue Stéphane Borysiewicz, déposés au soutien de la présente demande;

CONSIDÉRANT les documents A-1 à C du Service de l'aménagement du territoire et du développement économique, déposés au soutien de la présente demande;

CONSIDÉRANT le rapport favorable et les commentaires particuliers du Comité consultatif d'urbanisme à l'égard de cette demande;

Il est PROPOSÉ par madame Johanne Di Cesare ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'approuver la demande de PIIA numéro 2025-00022 concernant le 8, rue Mondat, soit le lot 2 178 608 du cadastre du Québec, aux conditions suivantes :

- Le requérant devra acquérir une partie de l'emprise municipale (lot projeté 6 719 976 du cadastre du Québec);
- Un arbre à grand déploiement devra être planté dans la cour avant.

511-09-26

DEMANDE DE PIIA NUMÉRO 2026-00045 - 210, RUE SAINTE-CATHERINE, LOCAL 103

CONSIDÉRANT la demande de PIIA numéro 2026-00045 visant à faire approuver l'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour le « POULET CORÉEN VIBE » situé au 210, rue Sainte-Catherine, local 103;

CONSIDÉRANT les plans préparés par la compagnie L'abris Moreau conception sur mesure (datés du 5 août 2026), déposés au soutien de la présente demande;

INITIALES DU MAIRE

461

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

CONSIDÉRANT le rapport favorable du Comité consultatif d'urbanisme à l'égard de cette demande;

Il est PROPOSÉ par madame Natalia Zuluaga Puyana ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'approuver la demande de PIIA numéro 2026-00045 concernant le 210, rue Sainte-Catherine, local 103, soit le lot 3 136 514 du cadastre du Québec, telle que déposée.

512-09-26

DEMANDE DE PIIA NUMÉRO 2026-00047 – 168-170, RUE SAINT-PIERRE

CONSIDÉRANT la demande de PIIA numéro 2026-00047 visant à faire approuver la construction de deux triplex isolés en projet intégré sur les lots 2 429 463 et 2 429 474 (lot projeté 6 704 378) du cadastre du Québec au 168-170, rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT le plan projet d'implantation préparé par l'arpenteur-géomètre Roch Mathieu (dossier 15230, minutes 1567), les plans de construction préparés par le technologue Sylvain Bellefleur et les plans d'aménagement paysager préparés par la firme Gaïa Art, déposés au soutien de la présente demande;

CONSIDÉRANT les documents A à D-6 du Service de l'aménagement du territoire et du développement économique, déposés au soutien de la présente demande;

CONSIDÉRANT le rapport favorable et les commentaires particuliers du Comité consultatif d'urbanisme à l'égard de cette demande;

Il est PROPOSÉ par monsieur Gilles Lapierre ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'approuver la demande de PIIA numéro 2026-00047 concernant le 168-170, rue Saint-Pierre, soit les lots 2 429 463 et 2 429 474 (lot projeté 6 704 378) du cadastre du Québec, aux conditions suivantes :

- La proportion minimale de 50 % de pavage perméable devra être respectée;
- Le drainage du site et les branchements aux services devront être approuvés par le Service du bureau de projets;
- L'entrée charretière devra être approuvée par le ministère des Transports et de la Mobilité durable;
- Un dépôt de garantie de 0,5 % de la valeur des bâtiments avec ses aménagements (minimum 500 $ et maximum 20 000 $) devra être déposé avant l'émission des permis de construction de manière à permettre aux représentants de la Ville de Saint-Constant d'utiliser les fonds nécessaires pour réaliser les travaux d'aménagement advenant que les travaux ne soient pas effectués conformément aux plans approuvés par le Conseil.

INITIALES DU MAIRE

462

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

513-09-26

DEMANDE DE PIIA NUMÉRO 2026-00052 – 23, MONTÉE SAINT-RÉGIS

CONSIDÉRANT la demande de PIIA numéro 2026-00052 visant à faire approuver le déplacement de la limite du lot 2 429 400 (lot projeté 6 732 455) du cadastre du Québec afin de permettre la construction d'un nouveau bâtiment sur le lot 2 429 401 (lot projeté 6 732 456) du cadastre du Québec.

CONSIDÉRANT qu'actuellement la maison unifamiliale isolée donne directement sur la limite latérale de lot et que dans le but de conserver la maison existante, le demandeur souhaite déplacer la limite de lot vers la droite.

CONSIDÉRANT le plan projet de lotissement (dossier 43 314, minute 2468 daté du 13 mai 2026) préparé par l'arpenteur-géomètre Jérôme Sirois-Charron, déposé au soutien de la présente demande;

CONSIDÉRANT le rapport favorable et les commentaires particuliers du Comité consultatif d'urbanisme à l'égard de cette demande;

Il est PROPOSÉ par monsieur Gilles Lapierre ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'approuver la demande de PIIA numéro 2026-00052 concernant le 23, montée Saint-Régis, aux conditions suivantes :

- Le stationnement existant devra être entièrement localisé sur le lot projeté 6 732 455 du cadastre du Québec;
- La remise et le pavillon de jardin devront également être localisés sur le lot projeté 6 732 455 du cadastre du Québec.

514-09-26

DEMANDE DE PIIA NUMÉRO 2026-00056 – 520, VOIE DE DESSERTE, ROUTE 132

CONSIDÉRANT la demande de PIIA numéro 2026-00056 visant à faire approuver l'installation d'une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment pour le nouveau commerce « MAT & MAX » situé au 520, voie de desserte, Route 132;

CONSIDÉRANT le plan préparé par la compagnie Barbo Enseignes, déposé au soutien de la présente demande;

CONSIDÉRANT le document A du Service de l'aménagement du territoire et du développement économique, déposé au soutien de la présente demande;

CONSIDÉRANT le rapport favorable du Comité consultatif d'urbanisme à l'égard de cette demande;

INITIALES DU MAIRE

463

INITIALES DU GREFFIER

No de résolution
ou annotation

Il est PROPOSÉ par madame Johanne Di Cesare ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

D'approuver la demande de PIIA numéro 2026-00056 concernant le 520, voie de desserte, Route 132, soit le lot 3 262 396 du cadastre du Québec, telle que déposée.

DEMANDE D'USAGE CONDITIONNEL :

AUCUNE

DEMANDE DE PROJET PARTICULIER DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (PPCMOI) :

AUCUNE

PÉRIODE DE QUESTIONS

Il est par la suite procédé à une période de questions.

515-09-26

LEVÉE DE LA SÉANCE

Il est PROPOSÉ par madame Johanne Di Cesare ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

Que la présente séance soit levée.

Jean-Claude Boyer, maire

Me Sophie Laflamme, greffière